CONTROLE TECHNIQUE : MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES

ARTICLE 1

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du client, de missions complémentaires, la prise en compte :

- Des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches ;
- Des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol par suite d'effondrements miniers ;
- Des risques technologiques.

ARTICLE 2

La mission L porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués à SOCOTEC CALEDONIE, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

Le contrôle est limité à la solidité des ouvrages et porte sur l'examen :

- de l'adaptation du mode de fondation à l'ouvrage et au terrain,
- de la stabilité et de la résistance mécanique des ouvrages,
- du risque de déformation excessive par rapport à la réglementation en vigueur,
- de l'étanchéité de leurs couvertures, de leurs toitures terrasses, et de leurs parois enterrées.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étaiements, échafaudages, levages, manutentions.

ARTICLE 3

Dans l'exercice de sa mission, SOCOTEC CALEDONIE ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux (sont exclus de la mission L les ouvrages préparatoires ou provisoires tels que coffrages, reprise en sous-œuvre, étaiements, démolition).

ARTICLE 4

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables neufs et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- L'examen des renseignements fournis par le client sur les existants ;
- L'examen visuel de l'état apparent des existants dans les conditions normales d'accessibilité lors de la visite de SOCOTEC CALEDONIE ;
- L'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le client ;

L'intervention de SOCOTEC CALEDONIE ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants, ni le contrôle de la solidité des existants, celui-ci relevant de la mission LE.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC CALEDONIE ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

ARTICLE 5

Dans le cas de travaux de reprise en sous-oeuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission L mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission Av).

ARTICLE 6

La mission peut être complétée par d'autres missions telles que : les missions LP, LE, Av.